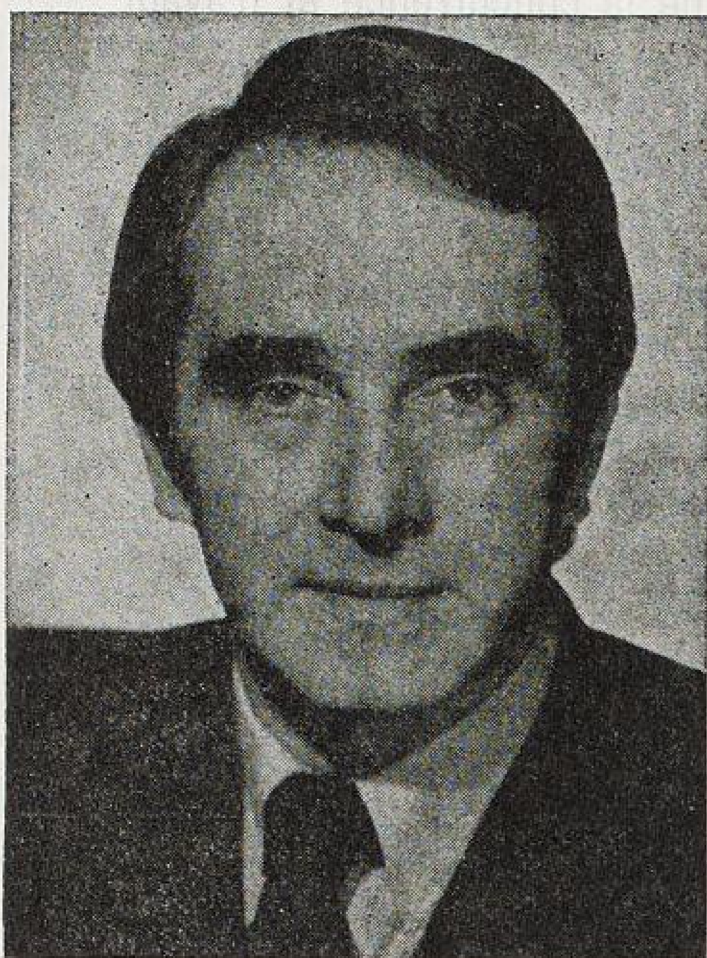


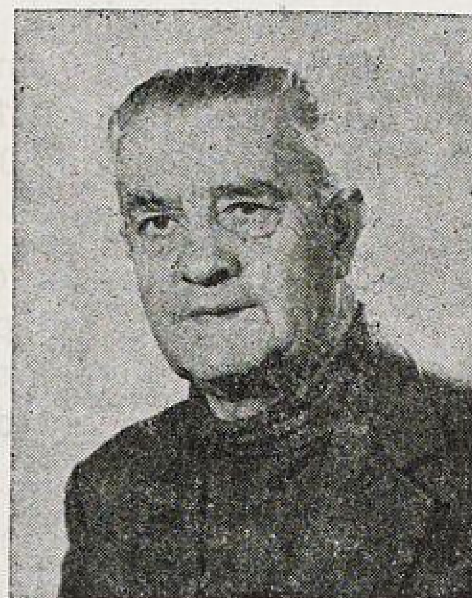
REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU LOT

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES

DE MARS 1978



Martin MALVY
Maire de Figeac
Conseiller général de Vayrac
Conseiller régional Midi-Pyrénées

Edmond MASSAUD
1er Vice-président
du Conseil général
Conseiller général de Souillac

CHERS COMPATRIOTES,

Dans quelques semaines, la France aura une nouvelle majorité parlementaire, et notre circonscription un nouveau représentant à l'Assemblée nationale.

La décision dépend de vous.

Il faut donc, avant de choisir, que pous portiez un jugement sur le bilan de la législature qui s'achève.

De mars 1973 à mars 1977, il est accablant pour la majorité sortante :

— La hausse des prix a été de 63,98 %.

— L'augmentation du chômage atteint 233,69 %.

— Le déficit budgétaire s'est élevé à 60 milliards.

— Le franc a perdu plus de 40 % par rapport au deutsche mark.

— Le nombre des faillites et liquidations judiciaires a été de 62.197, soit plus de 10.000 par an.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle, auquel les plans Barre n'ont pas davantage apporté de solution que les mesures prises par M. Chirac lorsqu'il était à Matignon.

L'un et l'autre ont laissé s'accroître les déséquilibres, se creuser les injustices sociales, tant et si bien qu'aujourd'hui, notre pays est non seulement celui qui subit avec le plus de rigueur les effets de la crise, mais celui où les inégalités sont les plus choquantes.

Qu'un changement de notre politique soit alors indispensable, chacun en est convaincu. Il consiste à définir dans le cadre de l'union de la gauche, une autre majorité parlementaire pour une nouvelle orientation qui ne retiendra plus demain le pouvoir de l'argent comme moteur exclusif de notre société, mais s'efforcera de mettre au service des hommes les remarquables conquêtes de la technique et de la science.

C'est cela, le **Socialisme** à la française.

● ECONOMIE - SOCIAL

La première démarche consistera donc à relancer notre économie.

Les mesures que nous proposons sont définies dans le Programme commun de gouvernement de 1972.

Aussi indispensables les unes que les autres au progrès social et au redéploiement de notre industrie, elles concernent :

— Les structures, afin de mieux ordonner notre économie. C'est la planification démocratique, car elle seule permet de préciser les grands objectifs, la nationalisation du crédit et

celle des groupes placés en situation de monopole, ayant supprimé la concurrence et n'ayant pour client que l'Etat.

— La réduction des inégalités, avec l'augmentation du S.M.I.C. porté à 2.400 F, mesure compensée dans l'immédiat pour les petites et moyennes entreprises par des réductions de charges sociales et, au terme de quelques mois, par des déductions définitives résultant du triplement de la participation de l'Etat aux charges des budgets sociaux. Un système spécifique de crédits à faible taux d'intérêt sera en même temps instauré au niveau régional.

La cinquième semaine de congés, l'ouverture des droits à la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes, la création de 400.000 emplois nouveaux, le minimum vieillesse porté à 1.300 F par mois pour tous, y compris agriculteurs, commerçants et artisans, la majoration de 50 % des allocations familiales, une réforme de la fiscalité pour plus de justice, autant de mesures qui s'inspirent des mêmes perspectives.

Certaines seront immédiates, d'autres nécessairement étalées dans le temps afin de permettre les adaptations nécessaires dans une France où la gauche entend créer de nouveaux équilibres, développer les responsabilités dans une perspective autogestionnaire, assurer le véritable respect de la propriété privée et développer les libertés.

A l'exploitant agricole familial, cette politique apportera la sécurité des débouchés par une meilleure organisation des marchés, la mise en place de nouvelles structures économiques et la garantie véritable des prix en tenant compte des coûts de production, seules mesures permettant les rattrapages nécessaires.

L'installation des jeunes sera favorisée, les cultures hors sol seront développées dans des régions comme les nôtres où le maintien à la terre dépend aussi de l'adaptation aux dimensions de nos exploitations. Une véritable protection contre les calamités sera instaurée.

L'artisanat et le commerce trouveront la juste place qui leur revient dans une société à la recherche de la qualité de la vie et de l'égalité devant le risque et le fisc, après avoir été tant dépréciés par la majorité sortante.

● QUALITÉ DE LA VIE - EQUILIBRES REGIONAUX

Les mêmes objectifs permettront de définir une autre politique d'aménagement du territoire, dans le cadre d'une décentralisation réelle, économique et administrative.

S'il est grand temps, en effet, de réduire les inégalités, d'assurer à chacun des chances égales à compter de l'école et de relancer l'économie française, il est urgent de mettre en œuvre une politique nouvelle afin de rééquilibrer le territoire national et d'assurer la survie de régions telles que les nôtres, dans le respect des particularismes et d'un environnement à sauvegarder.

Au terme de ces cinq années de législature et de tant de promesses, le Lot compte aujourd'hui 3.000 demandeurs d'emploi dont 1.400 jeunes et 60 % de jeunes filles et de femmes. Il se situe au 87e rang des départements français pour le revenu brut par exploitation agricole.

Le centralisme excessif, la seule prise en compte des très grands intérêts sont ici aussi responsables de la situation.

Seule la décentralisation réelle des moyens, une véritable régionalisation permettant l'adaptation des schémas nationaux aux exigences locales et départementales peut inverser à notre avantage un processus de développement qui pendant vingt ans d'un exceptionnel progrès, n'a eu pour résultat essentiel que le gigantisme et la concentration au mépris de l'homme.

Réduire les inégalités qui développent les privilèges, relancer l'économie, décentraliser afin de permettre aux hommes de maîtriser leur destin aujourd'hui confié à la technocratie et au parisianisme, définir dans l'approfondissement des véritables libertés un nouveau modèle de croissance respectueux des équilibres naturels, telle est l'ambition qui doit animer la France.

Quelle plus belle perspective pour notre jeunesse à laquelle les plus anciens doivent apporter, pour le changement, le témoignage de leur compréhension et de leur expérience ?

Vous nous connaissez, passionnément épris de ce département.

A l'image de la France, il ne sortira de l'impasse que par les réformes raisonnables auxquelles la majorité sortante s'est refusée et que demain, au-delà des mots, elle ne mettrait pas davantage en œuvre qu'hier.

Alors, ensemble, bâtissons notre avenir. Il vous appartient.

Martin MALVY

Ed. MASSAUD
SUPPLEANT

Candidats du Parti Socialiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche